

Déclaration finale des 8^{èmes} Rencontres du Mont-Blanc

« ESS : l'efficacité nouvelle »

Nous, participant(e)s aux 8^{èmes} Rencontres du Mont-Blanc, dirigeant(e)s, entrepreneurs, acteurs et sympathisant(e)s de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS), ainsi que citoyen(ne)s et représentant(e)s d'institutions venus des différents continents, nous sommes rassemblés à Archamps, près de Genève du 6 au 8 décembre 2017 afin d'explorer l'apport de l'ESS à la société et de réfléchir ensemble à la façon d'en accompagner le changement d'échelle et d'en accroître l'impact.

L'ESS est efficace car elle répond à des besoins des populations et apporte des solutions aux grands défis sociaux, climatiques et civiques actuels.

L'ESS a un patrimoine de valeurs partagées par des acteurs sur tous les continents. Ces valeurs, sont celles de la démocratie, de l'équité et de la solidarité mais aussi celles de la compassion, de la responsabilité, de la créativité et de l'ingéniosité pour l'épanouissement de tous et la dignité humaine.

Acteur mondial incontournable, l'ESS touche d'ores et déjà plus d'un milliard de personnes dans le monde.

Nous sommes déterminés à continuer à co-construire et consolider l'ESS qui est un mécanisme de la société civile pour ouvrir de nouvelles voies de développement. Ayant obtenu une plus grande reconnaissance par la communauté internationale, nous travaillons à rendre visibles ses acquis afin de faciliter son changement d'échelle et donc à faire autant évoluer son modèle qu'à le diffuser.

L'engagement pris par les Nations le 25 septembre 2015 au siège des Nations Unies à New York d'atteindre d'ici 2030 les Objectifs de Développement Durable (ODD) et les autres plans d'action transformateurs adoptés par la communauté internationale tels que l'Accord de Paris sur le changement climatique, le Nouvel Agenda Urbain en conclusion de la Conférence Habitat III de 2016 à Quito en Equateur et le projet de décennie de l'exploitation agricole familiale (2018-2028) seront d'autant mieux atteints qu'ils s'appuieront sur l'ESS qui a toujours agi en ce sens.

L'ESS non seulement regroupe une pluralité de structures (coopératives, mutuelles, fondations, associations, etc.) impliquées dans de multiples secteurs d'activités et attire de plus en plus de nouveaux autres acteurs qui intègrent ses principes (entrepreneurs sociaux et environnementaux, logiciels libres, recherche open source, etc.). Toutes ont en commun des pratiques efficaces qui donnent la priorité à l'humain sur le capital, permettant de servir leurs membres et l'ensemble de la communauté, de réinvestir leurs profits dans l'objet social de l'entreprise et de fonctionner selon une gouvernance démocratique et participative. Ainsi elles contribuent à construire un système socio-économique pérenne à même de répondre aux besoins et à l'épanouissement des générations présentes tout en tenant compte des besoins et aspirations des générations futures. C'est grâce à ces valeurs ancrées dans son ADN que l'ESS a démontré sa résilience face à la crise financière de 2008 et 2011, et sa capacité à répondre aux catastrophes naturelles qui ont frappé ces dernières années.

Aussi, nous invitons les décideurs politiques et économiques ainsi que l'ensemble des citoyens à examiner de près l'efficacité plurielle de l'ESS et donc à mettre à profit son intelligence collective et son énergie créative. C'est pourquoi les participantes et participants aux 8^{èmes} Rencontres du Mont Blanc en appellent :

- 1) à plus d'entrepreneuriat et d'innovation de la part de l'ESS au service du développement durable ;
- 2) à plus de gouvernance démocratique et de partenariats au service de la performance plurielle ;
- 3) à développer de nouvelles solutions répondant aux besoins des populations ;
- 4) à se servir des innovations digitales comme autant de leviers de développement.

1- L'ESS : l'entrepreneuriat et l'innovation au service du développement durable

L'ESS constitue un atout de premier plan pour réaliser l'Agenda 2030 et atteindre ses 17 objectifs ainsi que les « 5 P » de son préambule (personnes, planète, paix, partenariats, prospérité).

Afin d'exploiter pleinement cette source d'efficacité et de la faire grandir, nous invitons les décideurs politiques, les organisations de l'ESS, le monde académique et les associations citoyennes :

- **en termes d'innovation :**
 - à mettre à profit les capacités d'innovation de l'ESS afin de concevoir des solutions créatives au niveau national et international ;
 - à reconnaître l'efficacité de l'ESS et faire connaître le plus largement possible ce modèle, ses succès et son potentiel d'innovation ;
- **en termes d'accompagnement :**
 - à soutenir les plateformes d'échange et les partenariats public-ESS afin de favoriser l'émergence de nouveaux modes d'entrepreneuriat et de faire connaître aux jeunes la grande variété de modèles entrepreneuriaux et organisationnels qui incarnent une autre façon de générer et de distribuer de la richesse, et qui contribuent à l'expression d'une économie plurielle ;
 - à mettre en réseau les entreprises de l'ESS qui contribuent à des objectifs de développement durables spécifiques tels que l'atténuation des effets du changement climatique (coopératives centrées sur les énergies renouvelables, le covoiturage, etc.) et constituer des alliances spécifiques entre collectivités territoriales et organismes de l'ESS autour de sujets essentiels tels que le logement, la santé, l'inclusion sociale, etc. ;
 - à créer des incubateurs d'entreprises de l'ESS fournissant un appui financier et technique aux filières stratégiques, et leur donner accès aux marchés publics ;
- **en termes de financement :**
 - à orienter l'épargne et les investissements vers des projets durables ancrés dans les territoires ;
 - à renforcer les écosystèmes efficaces de financement de l'ESS (banques coopératives et éthiques, mécanismes d'épargne communautaire, microcrédit solidaire, etc.) qui permettent de réinvestir les profits au bénéfice du développement des territoires ;
 - à explorer des modes de financement innovants afin de contribuer à amplifier l'ESS et lui permettre de prendre part pleinement à l'atteinte des ODD ;
 - à travailler à un réseau transfrontalier de financements de l'ESS et des fonds d'investissement nationaux avec l'implication du secteur public et du secteur privé.

2- L'ESS : la gouvernance démocratique et la culture des partenariats au cœur de la performance

L'ESS met en œuvre une gouvernance non seulement collaborative mais aussi civique et démocratique, permettant à ses salariés et consommateurs d'être codécideurs, ce qui explique son adaptabilité et donc en bonne partie son efficacité. De plus, elle a la volonté de servir la Société et donc de valoriser le bien public et les communs.

Nous invitons à :

- mobiliser les valeurs de l'ESS, sa gouvernance démocratique et ses pratiques participatives afin de réaliser la vision transformative audacieuse de l'Agenda 2030 qui a pour ambition d'amener le monde sur une trajectoire viable et empreinte de résilience ;
- miser sur l'ESS pour faire émerger et renforcer des synergies ainsi que des partenariats locaux, territoriaux et internationaux entre acteurs attachés à l'atteinte des ODD, de l'accord de Paris sur le climat et du Nouvel Agenda Urbain ;

- mobiliser tous les acteurs par une action de l'ESS en alliance avec d'autres organisations (syndicales, écologiques, paysannes, mouvement des Communs...) et institutions en instaurant un débat permanent autour d'une plate-forme commune de propositions (sociales, économiques et écologiques)
- accompagner le changement d'échelle de l'ESS via une meilleure information, un cadre juridique et des financements (fiscalité incitative et financements innovants notamment), etc. ;
- permettre aux communautés de prendre ou reprendre le contrôle des biens communs (eau, terre, ressources naturelles...) à partir du développement de coopératives, de mutuelles et d'associations.

3- L'ESS : des solutions efficaces et durables aux besoins et aspirations des populations

Afin d'accélérer de façon humaine les transitions sociale, écologique et civique, nous appelons :

- **les gouvernements et les institutions internationales** à :
 - promouvoir des lois et un cadre juridique qui favorisent le développement et la montée en puissance de l'ESS ;
 - faciliter la conversion des entreprises aux modèles de l'ESS, et notamment de concevoir des incitations à la reprise d'une entreprise par les employés pour la faire vivre selon les modalités de propriété collective et de fonctionnement de l'ESS ;
 - adhérer au Groupe Pilote International de l'ESS et contribuer à promouvoir l'ESS au niveau mondial ;
 - intégrer l'ESS dans les priorités de leur aide publique au développement (pays du CAD de l'OCDE) ;
 - intégrer l'ESS dans les programmes scolaires et développer la recherche académique ;
- **les collectivités territoriales** à :
 - reconnaître et promouvoir activement l'apport de l'ESS aux services de proximité tels que les transports, les services sociaux, le logement, la culture, la santé, etc. et mettre en place à cette fin des partenariats public-ESS ;
 - favoriser l'attribution préférentielle de marchés publics aux entreprises de l'ESS ;
 - prendre toutes les mesures possibles pour faire connaître davantage l'ESS à la population, et encourager les start-up locales et les jeunes entrepreneurs à considérer la possibilité de se constituer sous ce type de structure économique ;
- **les entrepreneurs** à :
 - prendre en compte l'ESS et mettre en place des formes d'initiatives d'économie collaborative, de fonctionnalité ou circulaire fondées sur les modèles et principes de l'ESS, en veillant à offrir des conditions d'emploi décentes et équitables ;
 - réinvestir les profits dans l'entreprise et financer des initiatives en faveur de biens publics ;
 - saisir les opportunités des changements technologiques pour accélérer des progrès économiques et sociétaux (effets leviers du numérique ainsi que sa démocratisation pour l'accès aux savoirs) et à prendre en compte les menaces (automatisation au détriment des facultés adaptatives humaines, « tout digital », accroissement de la dépendance technologique, etc.) ;
- **la société civile, et les institutions** à :
 - s'informer sur l'ESS et contribuer à forger une nouvelle culture en privilégiant les produits et services qu'elle offre ;
 - contribuer au financement de l'ESS (crowdfunding...) ;
 - faire savoir ce qui compte le plus pour eux, et participer à l'élaboration de nouveaux critères d'évaluation des politiques publiques et des décisions prises par les pouvoirs publics.
 - encourager au sein de l'ESS et dans la société une disposition à l'ouverture au changement et au travail collaboratif :

- stimuler l'audace des citoyens et l'adaptation des comportements pour le changement ;
- mettre au centre de l'économie l'être humain et les communautés et les mobiliser politiquement et en grand nombre ;
- donner plus de place aux femmes et aux jeunes et à s'engager en faveur d'un bon « leadership » - une implication des dirigeants au quotidien dans les actions d'ESS.

4. Des indicateurs pour affirmer l'identité et l'efficacité de l'Economie Sociale et Solidaire

Le besoin émerge de concevoir de nouveaux instruments de mesure afin d'évaluer l'impact réel des politiques publiques, de l'activité économique et des investissements.

Nous appelons :

- à concevoir des innovations en matière d'évaluation fondées sur les besoins et attentes réelles des communautés ;
- à développer des indicateurs qui mettent en lumière non seulement les réussites mais aussi les externalités négatives en matière sociale, environnementale et sociétale des activités économiques qu'elles soient le fait des acteurs de l'ESS ou de l'économie dominante ;
- à développer des indicateurs sociaux et écologiques adéquats pour marquer l'identité de l'ESS, établir les impacts sociétaux des actions solidaires et favoriser l'interaction entre acteurs de ESS et le monde des savoirs et de l'éducation ;
- à prendre en compte la complexité et la transversalité dans la conception et la compréhension de l'ESS ;
- à mettre en place des processus participatifs visant à élaborer de nouveaux indicateurs mesurant non seulement la performance économique mais aussi les impacts économiques, sociaux et environnementaux, fournissant ainsi une compréhension plus inclusive du développement.

Nous encourageons :

- **les acteurs de l'ESS** sur tous les continents à produire et proposer des critères d'évaluation non-monnaire de toutes les activités, services et projets ; à collaborer sur la base de leurs expériences respectives afin de lister tous les critères d'évaluation susceptibles de mettre en lumière les multiples atouts de l'ESS, et d'élaborer ensemble des indicateurs faciles d'usage en vue de favoriser leur utilisation par les petites et moyennes entreprises de l'ESS.
- **les organismes nationaux de statistiques et les chercheurs** à relever également le défi de concevoir de nouveaux critères et instruments de mesure qui tiennent compte des grandes transformations économiques et sociétales en cours (ODD, changement climatique, inclusion).
- **les pouvoirs publics et institutions académiques** à lancer une série de processus participatifs visant à élaborer des indicateurs et instruments de pilotage des politiques publiques qui mettent en valeur les atouts de l'ESS et ses contributions plurielles au développement, et qui permettent de les comparer aux apports des autres acteurs, y compris sur le plan macro-économique.

Nous, acteurs de l'ESS, rassemblés dans « ESS Forum International », soulignons à la fin des 8èmes Rencontres du Mont-Blanc l'efficacité de celle-ci à atteindre les objectifs à la fois sociaux, économiques, environnementaux et civiques. Notre forum, à l'écoute des participants de ces rencontres, va lui-même faire évoluer ses pratiques pour s'élargir, renforcer sa capacité d'influence, et faciliter la naissance de nouveaux projets fédérateurs.

Archamps, le 08 décembre 2017